

## La Laïcité :

- est **un PRINCIPE** ( ce à partir de quoi on part dans la réflexion politique) selon lequel l'État n'exerce aucun pouvoir religieux et selon lequel les institutions religieuses n'exercent aucun pouvoir politique.

Il s'agit d'exclure le dogmatisme religieux tout autant que l'endoctrinement politique, lorsque le religieux se veut politique, de l'espace public.

Ce principe répond à la volonté de séparer le religieux du politique afin de garantir trois choses :

- 1) **la liberté absolue des consciences** (exemples : le droit de blasphémer et le droit à l'apostasie)
- 2) **l'égalité** de traitement des diverses options spirituelles par la puissance publique
- 3) **la neutralité** absolue de celle-ci en matière spirituelle.

- est **aussi une VALEUR et un IDÉAL** puisque cette volonté de garantir la liberté absolue des consciences de chacun envers chacun implique que

- 1) l'existence de chacun n'a de **valeur que si elle est librement choisie** par chacun ;
- 2) et, pour cela, **que chacun sache reconnaître en autrui et en lui-même un sujet libre** digne de respect ;
- 3) et que chacun sache comment se comporter envers les autres sans jamais assujettir son semblable, ni faire pression.

Cet idéal **nécessite une éducation morale et civique** qui apprenne aux enfants à découvrir les règles universelles ( valables pour tous) de leur conduite.

" Ces règles élémentaires de la vie morale ne sont pas moins **UNIVERSELLEMENT ACCEPTÉES** que celles du langage ou du calcul."

Lettres aux instituteurs (1883) de Jules Ferry

Sources: *Lettres aux instituteurs*, 1883 de Jules ferry- *articles 1 et 31 de la loi de 1905*

## Valeurs de la République:

Étymologie de République: latin «res»: «chose» et «publica» «publique»: la politique est donc une «chose publique» c'est à dire «l'affaire de tous».

Étymologie de «politique»: grec «polis»: la Cité: la politique est donc la réflexion des membres de la Cité, c'est à dire des citoyens, sur la meilleure manière de vivre ensemble pour vivre BIEN grâce aux lois qu'on choisira, aux règles de vie communes qu'on se donnera.

La République présuppose donc que les citoyens soient LIBRES de penser par eux-mêmes ce qui est le mieux pour eux.

Elle **se fonde** sur l'idée que *«les hommes sont libres en droit par nature»*.

Et elle **exige** que nul n'ait le droit d'assujettir son semblable.

Toute obéissance à une autorité ne peut être le fait que d'une **convention** préalable signée librement par chacun.

**La LIBERTÉ** est établie comme la **première des VALEURS** au fondement et à défendre inconditionnellement de la République car c'est elle qui donne du prix à l'existence ( à la sienne comme à celle d'autrui); et la valeur «liberté» **conditionne la valeur des autres valeurs que sont l'Égalité et la Fraternité**

C'est pourquoi elle est aussi **un PRINCIPE**:

elle est et doit rester **INCONDITIONNELLEMENT la PREMIÈRE** des VALEURS de la République.

En effet, forcer quelqu'un à être «à égalité en fait» est contraire à la liberté politique républicaine.

En effet, forcer quelqu'un à être «fraternel» revient à faire du prosélytisme religieux ou moral, et est vain. Un sentiment ne se force pas.

Il s'agira donc de partir, en politique, de l'idée que «*L'homme est un agent libre*» selon le bon mot de J.J Rousseau, un être qui a le pouvoir de choisir (libre) ses actions (agent) c'est à dire qui a le droit de pouvoir faire ce qu'il veut de sa vie, de se faire devenir ce qu'il veut, grâce au **développement de sa perfectibilité**.

Et, de là, d'œuvrer à ce que chaque individu et chaque citoyen que nous sommes puisse comprendre comment concilier 1) aspirations individuelles, 2) appropriation personnelle de ses aspirations, et 3) exigences de la vie collective.

Faire de chaque individu et de chaque citoyen un «agent libre» requiert:

- 1) le développement d'une capacité de jugement critique (faire sien son héritage culturel),
- 2) le développement d'un sens civique (contre l'égoïsme naturel, apprendre à se préoccuper des affaires publiques, des problèmes de notre société)
- et 3) un sens moral (quelles valeurs doivent régler mes comportements).

*«Ce passage de l'état de nature à l'état civil produit dans l'homme un changement très remarquable (...) Il fit d'un animal stupide et borné un être intelligent et un homme.»*

Livre I, chapitre VIII du Contrat Social de J.J Rousseau

Remarque: explicitation de «un être intelligent **ET** un homme»:

- il ne suffit pas développer la capacité de raisonner des hommes, d'en faire des êtres rationnels;
- il faut encore en faire des êtres raisonnables et humains: des «hommes».

L'intelligence peut servir à faire le plus grand mal, à calculer ses seuls intérêts et elle peut être mise au service des pires passions.

Source: *Du Contrat Social*, 1762 de J.J Rousseau –

: *L'idée républicaine*, article «Égalité» de Alain Etchegoyen, p.34.

: *Articles 1 et 31 de la loi de 1905* (explication des liens entre ces deux articles par Patrick Weil : <https://www.radiofrance.fr/franceculture/la-laicite-c-est-quoi-retour-au-texte-de-1905-avec-patrick-weil-5272977>)

**L'EGALITE**: est un **PRINCIPE** politique dans une République démocratique.

En effet, il est institué dans la constitution française (la Loi fondamentale au principe de toutes les autres lois futures) que TOUS les citoyens ont le droit de participer au choix des lois ou des représentants du peuple.

Ils sont tous égaux en droit et ont un égal droit de vote, en tant que sujets libres en droit.

: c'est également un **IDÉAL** et une **VALEUR** car l'égalité en droit implique que chacun considère son prochain comme son égal ce qui n'est, **dans les faits, pas toujours le cas**.

En tant que valeur régulatrice des relations humaines, l'égalité en droit exige que chacun considère autrui comme **son alter égo**.

**Son alter égo** c'est à dire à la fois **un autre que moi** (différent de moi), mais cependant également **un autre moi** (égal à moi, doté **comme moi** d'une conscience réfléchie et morale qui lui permet de choisir sa vie) et auquel je dois donc inconditionnellement **le RESPECT**.

Problème: Mais le respect une notion froide issue de la froide raison qui ravale la relation à autrui au stade du DEVOIR.

Or, les hommes ne sont pas seulement et essentiellement des êtres de raison.

Ce qui les meut essentiellement, c'est le désir qui les pousse à s'ouvrir à ce qu'ils n'ont ou qu'ils ne sont pas. Le désir est oblatif. Il ouvre à l'autre. Or, dans une société politique, ce qui va faire le liant et la stabilité de la société, ce sont les liens affectifs qui poussent les hommes à aller les uns vers les autres et à vouloir œuvrer ensemble au bon fonctionnement de cette société commune.

En ce sens, une société politique pérenne présuppose la fraternité et la politique ne sera, ultérieurement, légitime que si elle favorise l'entretien de cette fraternité, contre toute velléité communautariste.

Une société politique est une société **organique** au sein de laquelle chacun doit se sentir comme un **membre relié organiquement aux autres par un vouloir vivre ensemble et des liens de fraternité** dus à la reconnaissance de valeurs communes, non pas une société additive ( addition d'individus ou de communautés sans lien, voire même additions de communautés aux liens conflictuels ).

*« Il y aura toujours une grande différence entre soumettre une multitude, et régir une société. (...) C'est si l'on veut une agrégation, mais non pas une association ; il n'y a là ni bien public ni corps politique. (...) Il serait bon d'examiner l'acte par lequel un peuple est un peuple. »*

Livre 1, Chapitre 5 du *Contrat social* de J.J Rousseau

**La FRATERNITÉ:** apparaît ainsi être une **VALEUR** fondatrice et régulatrice.

Elle ne peut pas être un principe car la fraternité est un **SENTIMENT** d'appartenance à une même famille. On doit se sentir frères d'une même famille où règne les mêmes valeurs et où on l'on doit, par cette histoire commune, pouvoir se sentir en même temps liés et libres d'y choisir sa vie. Dès lors, ces valeurs ne peuvent être autres que celles de la morale. On comprend ainsi pourquoi il n'y a pas d'éducation civique possible sans éducation morale.

D'où l'EMC : Éducation **Morale et Civique**.

Et s'il faut une **Éducation**, c'est que nul n'est spontanément vertueux car nul n'est un saint.

### **Distinction vertu / sainteté**

L'individu est d'abord dirigé par **l'amour de soi**, ce « mauvais » amour de soi, **qui prétend s'ériger en législateur, qui prétend occuper la place de la loi nécessairement et universellement** L'exigence morale humilie l'amour de soi et c'est cette violence là que l'on éprouve, au sein de soi, quand la loi morale s'impose à nous.

A cause de l'amour de soi, nous devons chasser l'idée que nous puissions être spontanément en accord avec la loi morale.

**Nous autres êtres humains, finis, nous sommes toujours spontanément en désaccord avec la loi, et par conséquent le degré moral qui est le nôtre c'est celui de la VERTU, nous ne pouvons pas être des SAINTS.**

**Le saint c'est celui qui se croit spontanément en accord avec la loi et qui croit n'avoir pas à lutter contre lui-même.**

Çà c'est la figure de ce que E.Kant appelle «**LE FANATISME MORAL**», attitude de celui qui croit pouvoir être en accord et vivre sa moralité uniquement dans une forme d'apothéose joyeuse ou de tyrannie morbide sans qu'il ait besoin de s'infliger en un sens la contrainte de la loi.

**La loi, c'est le devoir**, et le devoir indique toujours quelque chose comme une **contrainte**. Et donc toujours une violence **infligée à la sensibilité**.

Et nous ne pouvons être vertueux **que si** nous sommes **en lutte avec nous -mêmes**, avec notre sensibilité.

**C'est pour ça qu'il faut lutter contre cette figure du fanatisme moral, contre celui qui a bonne conscience et qui se croit moral**, alors que justement nous ne savons jamais si nous sommes moraux et nous ne savons jamais si nous sommes totalement en accord avec la loi morale. En tous cas, nous savons que nous ne sommes jamais spontanément en accord avec la loi.

### **Distinction solidarité / générosité :**

**La solidarité** est un sentiment politique qui vise l'intérêt collectif.

La solidarité est donc intéressée.

Elle vise l'accord entre les différents intérêts individuels afin de se mettre d'accord sur un intérêt commun.

**La générosité** est un sentiment moral qui vise le bien d'autrui indépendamment du sien.

Il consiste à faire passer le bien d'autrui avant le sien et même au détriment du sien, au risque d'en mourir.

La figure par excellence de la générosité est la figure christique.

Sources: *La Critique de la raison pratique* de E. Kant ;  
: *Évangile selon Saint Matthieu* 17- 24